

A person in a dark suit stands on a flat, light-colored surface, looking up at a large, dark, circular object that dominates the upper half of the frame. The object has a textured, almost metallic appearance. The sky is filled with soft, white clouds. The overall mood is contemplative and futuristic.

# Responsabilité et transparence des entreprises dans le marché global

---

Une vision canadienne et les  
prochaines étapes de l'ordre du jour

# Responsabilité et transparence des entreprises dans le marché global

## Une vision canadienne et les prochaines étapes de l'ordre du jour national

---

Du 19 au 22 juin 2003, un groupe de dirigeants nationaux, réunissant un nombre relativement égal en provenance du domaine des affaires, du gouvernement, d'organisations non-gouvernementales et des secteurs académiques, en compagnie de neuf dirigeants internationaux de la responsabilité et la transparence des entreprises, ont été invités à participer à "Un dialogue canadien de haut niveau ayant trait aux rôles des entreprises, des gouvernements et de la société civile dans la réalisation des normes de performances internationales des entreprises canadiennes." Le dialogue a été présidé par Wesley Cragg<sup>1</sup> (Université York), secondé par Joy Kennedy (KAIROS), Kernaghan Webb (Industrie Canada) et Jim Cooney (Placer Dome Inc.).

L'objet du dialogue a eu pour but d'approfondir les rôles et les responsabilités du Gouvernement canadien, du commerce, de la société civile et du milieu universitaire dans une économie globale, et de préparer les structures d'un ordre du jour national afin de promouvoir des codes d'éthiques dans le domaine du commerce international conduit chez nous et à l'étranger. Au cours du dialogue, les participants ont évoqué leur inquiétude à propos de l'inconduite d'entreprises en quête de profits, des normes inadéquates d'entreprises gouvernementales faisant accroître l'injustice dans la répartition des richesses économiques globales, et de la régression apparente des gouvernements dans leur capacité et leur enthousiasme à légiférer sur les normes de conduite des entreprises. Des normes et des protocoles d'éthiques nationales et internationales pertinentes ont été soulignées, explorées et évaluées.

Un large consensus a émergé de ce dialogue national s'appuyant sur le fait que le Canada et les entreprises canadiennes sont en bonne place pour modeler et promouvoir la responsabilité et la transparence des entreprises, à la fois sur le plan domestique et sur le plan international. De plus, cette opportunité conduirait aux points suivants :

- Renforcer la concurrence et le renom des entreprises canadiennes sur le plan domestique et international.
- Créer un climat de confiance dans le marché des capitaux du Canada.
- Contribuer à revitaliser la dimension du secteur privé pour réaliser les objectifs d'une politique étrangère du Canada afin d'améliorer la sécurité humaine sur le plan international, et d'encourager les moyens de développement économique sur les questions de pauvreté et d'exclusion sociale et économique.
- Projeter l'image du soutien solide des Canadiens en matière de responsabilité et de transparence des entreprises.
- Promouvoir les valeurs et les traditions canadiennes sur le plan national et international.

Une entente commune a également eu lieu sur le fait que la réalisation de ces objectifs impliquerait les points suivants:

- Des structures de politique de soutien (faisant appel à des actes légaux, financiers et autres documents de politique générale) afin de mettre tout le monde au même niveau et d'inciter les dirigeants à faire preuve d'initiatives.
- La capacité de mettre les structures en application dans tous les secteurs (transparence, responsabilité et efficacité)
- Des approches innovatrices et créatives destinées à la protection de l'environnement, à la lutte contre toute forme de corruption, à la réduction de la pauvreté, et à l'établissement du respect des droits de l'homme.

---

1. Le Dr. Wesley Cragg est professeur Gardiner en éthique commerciale à l'école de Commerce Schulich, université de York. Le dialogue a été l'événement culminant d'un projet de recherches, dirigé par le Dr. Cragg et financé par le Conseil de recherche en sciences sociales et humaines. Le projet s'intitulait " Codes d'éthiques : Normes réglementaires d'une société globalisée."

- Des approches pluripartites concernant les normes d'organisation, de contrôle, de rapport, de vérification, et de règlement de problèmes.

Le dialogue s'est achevé sur un consensus autour d'une vision collective et de la priorité des trois prochaines étapes dans chacun des quatre secteurs représentés: le gouvernement, le commerce, la société civile et le milieu universitaire.

**Nous avons vivement incité le Gouvernement canadien, le commerce, la société civile et le milieu universitaire, à approuver cette vision, à adopter les priorités particulièrement appropriées à leur organisation, à coopérer et à soutenir les institutions gouvernementales, commerciales, la société civile et le milieu universitaire, la recherche et les institutions éducatives dans l'élaboration et la mise en œuvre de normes de direction commerciale sur le plan domestique et international.**

La vision et l'ordre du jour du Canada sont contenus dans la déclaration suivante: "Responsabilité et transparence des entreprises dans le marché global : Une vision canadienne et les prochaines étapes de l'ordre du jour national."

## RECONNAISSANT QUE

- Les Canadiens sont parmi les plus forts supporteurs de la responsabilité sociale des entreprises dans le monde, et veulent et attendent de hautes normes de conduite des entreprises dans leur pays et à l'étranger.
- Les entreprises canadiennes ont été classées comme étant celles qui vraisemblablement avaient le moins recours aux pratiques commerciales corrompues parmi les pays du G-8.
- Un développement durable est amené à jouer un rôle-clé dans la politique publique au sein du Canada.
- Le Canada a reconnu l'amélioration de la sécurité humaine, la réduction de la pauvreté et la lutte contre la corruption comme étant des objectifs importants de la politique étrangère.
- Le Canada est un signataire auprès d'organisations significatives telles que les Nations Unies, l'organisation internationale du Travail, et l'organisation pour la coopération économique et les moyens de développement des droits de l'homme; sur l'environnement, le travail et la protection du consommateur; et contre la corruption, et s'est entendu avec la Johannesburg Platform of Implementation (JPOI) afin de "Promouvoir la responsabilité et la transparence des entreprises, et l'échange des meilleures procédures dans le contexte d'un développement durable..."
- Le développement économique a un rôle clé à jouer dans la réalisation de ces objectifs de politique étrangère.
- L'investissement du secteur privé conduit de plus en plus à un développement économique, et par conséquent, il a un rôle important à jouer dans la projection des valeurs canadiennes et dans la réalisation des objectifs de politique étrangère canadienne.

## RECONNAISSANT DE PLUS LA VALEUR COMPÉTITIVE INTERNATIONALE

- D'un secteur commercial fort et innovateur.
- De la confiance du public dans l'intégrité du commerce canadien et dans le marché des capitaux canadiens;
- Une réputation solide d'honnêteté, une responsabilité sociale, et des pratiques commerciales soucieuses de l'environnement.

## ET SACHANT QUE

- L'Europe, les États-Unis et d'autres pays vont de l'avant avec la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et les initiatives d'administration des entreprises.

**Nous proposons une vision et un ordre du jour comportant les prochaines étapes de haute priorité en 12 points pour le commerce, le gouvernement, la société civile et pour nos institutions éducatives.**

## Vision

Une économie globale dans laquelle les entreprises commerciales canadiennes modèlent et promeuvent des approches multipartites novatrices et dynamiques pour la responsabilité et la transparence des entreprises en collaboration avec le gouvernement et la société civile, guidé par l'émergence de normes d'éthiques et des protocoles reconnus au Canada et à l'étranger, avec en perspective l'amélioration de la concurrence et de la réputation dans le secteur du commerce canadien, et la contribution à un développement économique domestique et international qui soit juste et durable.

## La voie à suivre: Les étapes suivantes à l'ordre du jour en 12 points

Afin que cette vision puisse se réaliser, une action immédiate est requise de la part du gouvernement, du commerce, de la société civile et de nos institutions universitaires.

### GOVERNEMENT

- Des structures cohérentes de règles de politique fédérale, provinciale et municipale et des approches coordonnées à la grandeur du gouvernement afin d'inciter, de faire respecter et de promouvoir des normes d'éthiques environnementales, sociales et économiques dans la conduite du commerce.
- L'utilisation efficace de l'éventail complet des leviers disponibles mis à la disposition des gouvernements fédéraux, provinciaux/territoriaux et municipaux afin de promouvoir la conduite responsable du commerce. Par exemple:
  - En encourageant les investissements et les fonds de pension à divulguer et à établir un rapport sur le rôle des normes d'éthiques environnementales, sociales, et la conduite économique du commerce dans leur politique d'investissement et l'application de ces politiques.
  - En développant et en imbriquant les critères sociaux et les éthiques économiques dans les politiques d'obtention du gouvernement et les pratiques d'achat (assujetties aux accords d'obligations commerciales s'appliquant à de telles activités).
  - En soutenant et en appliquant des utilisations créatives et efficaces de primes pour s'assurer que les sociétés canadiennes en quête de réductions d'impôts, de prêts financiers, d'assurances ou de toute autre forme de promotion ou d'aide, puissent rencontrer les normes d'éthiques environnementales, sociales et de performances économiques et de divulgation (assujetties aux accords d'obligation commerciales s'appliquant à de telles activités).
  - En encourageant et en soutenant le développement d'outils de management pour appliquer, contrôler et établir des rapports sur l'adhésion aux normes d'éthiques environnementales, sociales, et la conduite économique du commerce; outils pour vérifier la conformité; et la capacité d'utiliser ces outils dans les secteurs privés et bénévoles.
- L'application efficace de normes d'éthique de respect, d'honnêteté, d'intégrité et de transparence dans toutes les activités de gouvernement avec, en perspective, de fournir un modèle efficace et persuasif de responsabilité et de transparence, ceci destiné au commerce, à la société civile et au public canadien.

## LE SECTEUR PRIVÉ

- Reconnaissance et promotion par les corporations et les associations industrielles de la valeur positive et compétitive et de la réputation de normes d'éthiques existantes, déjà réalisées par les entreprises canadiennes.
- Intégration des valeurs et principes de normes d'éthique environnementale, sociale et économique dans les points suivants:
  - Le listage des exigences requises par la Bourse canadienne.
  - l'application, le management, la divulgation et le rapport des pratiques et des normes des entreprises canadiennes.
  - Les normes canadiennes de comptabilité et de vérification des comptes.
- L'engagement actif et efficace auprès du secteur bénévole et du gouvernement dans la mise en place, l'identification, la promotion et l'application des normes d'éthiques environnementales, sociales et de la conduite économique du commerce, et la structuration de l'expertise et de la capacité au management, au contrôle, au rapport et à la vérification de l'application de ces normes dans l'économie canadienne.

## ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

- Engagement efficace et actif avec le gouvernement et le commerce dans la mise en place, l'identification, l'application, le contrôle et la promotion des normes d'éthiques canadiennes et internationales de responsabilité et de transparence des entreprises.
- Reconnaissance et encouragement à l'innovation de modèles, de lignes directrices et de pratiques de société civile, de coopération du commerce et du gouvernement et d'associations, démontrant l'application efficace de l'émergence des normes d'éthiques canadiennes et internationales, servant d'exemple pour la voie à suivre en matière de commerce international.
- Modélisation et pratique efficace de la comptabilité et divulgation de leurs activités.

## UNIVERSITÉS DU CANADA, ÉCOLES DE COMMERCE ET DE MANAGEMENT, FACULTÉS ET AUTRES INSTITUTIONS ÉDUCATIVES

- Intégration efficace de l'émergence des normes nationales et internationales de responsabilité sociale des entreprises et durabilité économique dans tous les aspects de leurs activités, incluant les opérations, les règles d'acquisitions, les programmes de développements et les programmes éducatifs.
- Coopération avec l'administration, le gouvernement et le secteur privé en encourageant et en facilitant la recherche disciplinaire et multidisciplinaire conçue pour améliorer la compréhension et la réalisation de normes d'éthiques environnementales, sociales, et dans la conduite économique du commerce.
- Utilisation efficace des institutions universitaires et des forums pour faciliter les discussions pluripartites et inter-sectorielles sur l'émergence de normes d'éthiques nationales et internationales environnementales, sociales et sur la conduite économique du commerce.

**Nous incitons vivement le gouvernement, le commerce, la société civile et les secteurs universitaires de la société canadienne à endosser cette vision et à s'engager à la mise en application de cet ordre du jour.**

## ANNEXE 1

### Signataires

Les personnes suivantes ont participé à ce dialog et soutiennent "La vision canadienne et les prochaines étapes de l'ordre du jour national."

---

#### Personnes-ressource internationales ayant participé au dialogue:

**John Langmore**

*Représentant des Nations Unies*  
Organisation internationale du Travail, New York

**Malcolm McIntosh**

*Professeur - Citoyenneté au sein de l'entreprise*  
Université de Bath, Angleterre

**Jason Switzer**

*Membre du bureau de projet*  
Institut international de l'environnement et de la sécurité pour un développement durable  
Union mondiale pour la préservation (IUCN)

**Ernst Ligteringen**

*Chef exécutif*  
Global Reporting Initiative

**Michael Rae**

*Premier conseiller politique, commerce et industrie, science de la préservation et politique*  
WWF Australie

**Simon Zadek**

*Président*  
AccountAbility, Angleterre

---

#### Commerce

**Jim Cooney**

*Directeur général - Questions stratégiques*  
Placer Dome Inc.

**John McWilliams**

*Vice président et conseiller d'entreprise*  
Nexen Inc.

**Irene Sosa**

*Assistante en recherche*  
Michael Jantzi and Associates

**George Greene**

*Président*  
Stratos Inc.

**John Moffet**

*Directeur principal*  
Stratos Inc.

**Denise Taschereau**

*Directrice, Responsabilité sociale et environnementale*  
Mountain Equipment Coop

**Michael Jantzi**

*Président*  
Michael Jantzi and Associates

**Gordon Peeling**

*Président et PDG*  
Mining Association of Canada

**Sue Todd**

*Directrice principale*  
Solstice Consulting

**Lynn Johansson**

*Président*  
E2 Management Corporation

**David Rodier**

*Premier Vice président, Environnement, sécurité et santé*  
Noranda Inc.

**Bob Walker**

*Vice président, Politique de la SRI et recherche*  
Ethical Funds

**Velma McColl**

*Consultante*  
Ottawa

**David Simpson**

*Directeur principal*  
InterPraxis Consulting

---

## ONG et gouvernement

**Jean Belanger**

*Président, Groupe de travail sur la réforme écologique fiscale*  
Table Ronde Nationale pour l'environnement et l'économie (NTREE)

**Bronwyn Best**

*Président*  
Heiwa Business International  
*Coordinateur national*  
Transparence internationale Canada

**Alison Dempsey**

*Directrice de programme*  
Sheldon Chumir Foundation

**Eugene Ellemen**

*Directeur exécutif*  
Organisation sociale de l'investissement

**Elizabeth Everhardus**

*Directrice, communications, & directrice en chef de projets*  
Pollution Probe

**Jeff Flood**

*Commerce et programme sur les droits de l'homme*  
Amnesty International Canada  
(expression anglaise)

**John Gammon**

*Sous-ministre adjoint*  
Ministère du développement du Nord et des mines  
Gouvernement de l'Ontario

**Richard Haworth**

*Sous-ministre adjoint\*\**  
Secteur des minéraux et des métaux  
Ressources naturelles du Canada

**Moira Hutchinson**

*Consultante et bénévole*  
Project Ploughshares,  
Ethical Trading Action Group

**Bob Jeffcott**

*Analyste politique*  
Maquila Solidarity Network

**Joy Kennedy**

*Codes, étalonnage concurrentiel, Bureau de justice écologique*  
KAIROS: Initiatives œcuméniques canadienne pour la justice

**Pierre La Liberté**

*Économiste en chef*  
Congrès du travail du Canada

**Jim McCarthy**

*Directeur exécutif*  
Forest Stewardship Council Canada

**Nancy Palardy**

*Coordinatrice de programmes, Responsabilité sociale des entreprises*  
KAIROS: Initiatives œcuméniques canadienne pour la justice

**Chris Pinney**

*Directeur, Imagine Program*  
Centre canadien pour la philanthropie

**Jim Rader**

*Directeur, Extractive Program*  
Business for Social Responsibility\*

**David Runnalls**

*Président & PDG*  
Institut international pour le développement durable (IISD)

**Bob Thomson**

*Coordinateur*  
Conseil de la sécurité alimentaire, Ottawa\*

\* le but de l'affiliation est seulement pour l'identification

\*\* maintenant à la retraite

---

## Milieu universitaire

**Jennifer Pattison Bartholomew**

*Éthiques commerciales, candidate au doctorat*  
Schulich School of Business  
Université York

**David Bell**

*Professeur*  
Faculté d'études environnementales  
Université York  
*Président*  
Parc Downsview Park

**Fred Bird**

*Directeur de recherches en éthiques comparatives, Département des études religieuses*  
Université de Concordia

**Wesley Cragg**

*Chercheur en chef, projet de codes CRSH & professeur Gardiner d'éthiques commerciales*  
Schulich School of Business  
Université York  
*Présidence et Président*  
Transparence internationale du Canada

**Hevina Dashwood**

*Professeur, département des relations internationales des Sciences politiques*  
Université Brock

**Pablo Idahosa**

*Directeur, programme d'études africaines*  
Faculté des arts  
Université York

**Errol Mendes**

*Professeur de droit*  
Faculté de droit  
Université d'Ottawa

**Mark Schwartz**

*Professeur, éthiques commerciales*  
Wharton School, University of Pennsylvania, & Schulich School of Business  
Université York

**Craig Scott**

*Doyen adjoint et professeur, Droit universel des droits de l'homme*  
Osgoode Hall Law School  
Université York

**Bill Woof**

*Candidat au doctorat en éthiques commerciales, Philosophie*  
Université York

## ANNEXE 2

### Participants du gouvernement

Les officiels du gouvernement fédéral qui ont participé et soutenu les discussions du dialogue sont les suivants:

**Kevin Banks**

*Directeur, coopération inter-américaine du travail*  
Développement des ressources humaines du Canada

**Steve Brereton**

*Directeur, investissement*  
Division de la politique du commerce  
Département des affaires étrangères et du commerce international

**Shawna Christianson**

*Conseillère en politique*  
Département des affaires étrangères et du commerce international

**Genevieve Gasser**

*Gestion, analyste de la paix et de la sécurité, Afrique*  
Agence canadienne du développement international

**Martin Green**

*Directeur, politique de structure économique*  
Service de stratégie politique  
Industrie Canada

**Michael Jenkin**

*Directeur Général,*  
*Service aux consommateurs*  
Industrie Canada

**Kernaghan Webb**

*Chef de recherche,*  
*Service aux consommateurs*  
Industrie Canada

**Amanda Sussman**

*Conseillère, politique et droits de l'homme & conseillère adjointe au ministère des affaires étrangères*  
Département des affaires étrangères et du commerce international

**Barry Stemshorn**

*Sous-secrétaire adjoint*  
Service de la protection de l'environnement  
Environnement Canada

**Don Stephenson**

*Sous-secrétaire adjoint de cabinet*  
Bureau du conseil privé

## ANNEXE 3

### Faits saillants et développements durables référencés au cours du dialogue des participants

- Selon des sondages globaux effectués par Environics 2001, les Canadiens font partie des supporteurs les plus fermes quant à la responsabilité sociale de l'entreprise dans le monde, et ils manifestent les plus hautes attentes de la conduite responsable des l'entreprises dans le monde. L'association pour l'investissement responsable rapporte également que dans le monde, le Canada se place au second rang du plus grand investissement socialement responsable derrière les États Unis.
- Le dialogue de juin 2003, la révision récente de la politique étrangère initiée par le département des affaires étrangères et du commerce international, et d'autres documents de sondages décrivent les Canadiens comme faisant grand cas des droits de l'homme, de l'autorité de la loi, de la démocratie, de la diversité, de l'égalité des sexes, de la bonne gestion et des hautes normes de la conduite des entreprises.
- Parmi les pays membres du G-8, des sondages effectués par Transparency internationale classent les entreprises canadiennes comme ayant le moins souvent recours à des pratiques de corruption dans les transactions commerciales. Selon l'Index de transparence internationale sur les corrupteurs, les entreprises canadiennes sont également classées comme ayant le moins recours aux dessous-de table afin de faire avancer leurs intérêts commerciaux. Transparency internationale est une coalition anti-corruption possédant des branches formées et en formation dans plus de 80 pays à travers le monde. Elle est responsable de la mise à jour annuelle de l'Index de perception de la corruption, et de la mise à jour tous les deux ans de l'Index sur les corrupteurs. Des renseignements plus détaillés sont disponibles sur [www.transparency.org](http://www.transparency.org).
- Un récent avant-projet proposant "**Les normes des Nations Unies sur les responsabilités des compagnies transnationales et autres entreprises commerciales en considération des droits de l'homme**" a été reconnu par quelques participants comme étant un développement important pour favoriser l'émergence de normes internationales dans la conduite du commerce. Les normes proposées par cet avant-projet sont actuellement évaluées pour adoption auprès de la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme. Le texte de cet avant-projet est disponible sur [www1.umn.edu/humanrts/links/norms-Aug2003.html](http://www1.umn.edu/humanrts/links/norms-Aug2003.html).

Des initiatives réglementaires récentes, en ce qui concerne les investissements, ont été reconnues comme étant importantes au cours de la discussion du dialogue:

- Une initiative du Royaume-Uni requière que les administrateurs de fonds de pension divulguent la façon dont ils tiennent compte des facteurs sociaux, environnementaux et éthiques dans leurs décisions d'investissements. Un nombre d'autres pays européens sont en train de créer les modèles possibles d'initiatives similaires.
- En 2002, **Sarbanes-Oxley Act** a été approuvé par le gouvernement des États-Unis. Cette compagnie légifère en matière de règlements sur la gestion des entreprises, la divulgation des états financiers, et la comptabilité.
- La **Bourse de Johannesburg**, en Afrique du sud, affiche maintenant les normes RSE dans la liste de ses conditions.
- Des définitions de matérialité ont été élargies aux États-Unis (grâce à Sarbanes-Oxley Act) et au Royaume-Uni afin d'inclure des normes d'éthiques environnementales, sociales et de conduite économique.

Deux initiatives internationales importantes ont été soulignées au cours de la discussion:

- La convention globale des Nations Unies ([www.unglobalcompact.org](http://www.unglobalcompact.org))
- The Global Reporting Initiative ([www.globalreporting.org](http://www.globalreporting.org))

## ANNEXE 4

### Législation du RSE et récentes initiatives gouvernementales et internationales significatives

Cette annexe fournit une vue d'ensemble sur une législation choisie et des initiatives dirigées par le gouvernement soutenant la responsabilité sociale des entreprises ou les codes d'éthique.

Le disque compact Abrégé des codes d'éthiques, exhaustif et régulièrement mis à jour, lié aux initiatives, est disponible sur demande auprès de Wesley Cragg, Programme d'éthiques commerciales, école de Commerce Schulich, Université York ([wcragg@schulich.yorku.ca](mailto:wcragg@schulich.yorku.ca)). On peut également accéder à l'Abrégé à [www.schulich.yorku.ca/ssb-extra/businessethics.nsf](http://www.schulich.yorku.ca/ssb-extra/businessethics.nsf).

#### CANADA

##### Loi sur la corruption des fonctionnaires étrangers

La loi est entrée en vigueur en 1999 comme faisant partie de l'engagement du Canada à ratifier l'entente avec l'OCDE sur la lutte contre la corruption des fonctionnaires étrangers dans la conduite de transactions commerciales internationales.

- [www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/report\\_parliament-en.asp](http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/report_parliament-en.asp)
- [laws.justice.gc.ca/en/C-45.2](http://laws.justice.gc.ca/en/C-45.2)

##### Projet de loi sur la comptabilité des entreprises

Le 12 juin 2003, le Ministère de la justice canadienne a présenté au parlement deux projets de loi augmentant les pénalités ayant trait aux délits d'initiés, offrant une protection aux sonneurs d'alarme, et rendant les compagnies plus responsables de la sécurité sur le lieu de travail.

- Responsabilité criminelle des organisations, Loi C-45
  - [www.parl.gc.ca/37/2/parlbus/chambus/house/bills/government/C-45/C-45\\_1/C-45\\_cover-E.html](http://www.parl.gc.ca/37/2/parlbus/chambus/house/bills/government/C-45/C-45_1/C-45_cover-E.html)
- Fraudes sur le marché des capitaux, Loi C-46
  - [www.parl.gc.ca/37/2/parlbus/chambus/house/bills/government/C-46/C-46\\_1/C-46\\_cover-E.html](http://www.parl.gc.ca/37/2/parlbus/chambus/house/bills/government/C-46/C-46_1/C-46_cover-E.html)

##### Code d'éthique du commerce canadien

Ce code spontané a été endossé par le département des affaires étrangères et le commerce international. Il est le résultat d'une initiative lancée en première instance par un groupe de dirigeants commerciaux de Calgary en collaboration avec les fabricants canadiens et les exportateurs. Une évaluation nationale et un endossement éventuel du département des affaires étrangères et du commerce international ont été facilités par le département de la recherche sur les droits de l'homme et le centre d'éducation de l'université d'Ottawa.

- [www.cdp-hrc.uottawa.ca/globalization/busethics/codeint.html](http://www.cdp-hrc.uottawa.ca/globalization/busethics/codeint.html)

#### AUSTRALIE

##### Projet de loi australien sur le code de conduite des entreprises

Ce code cherche à établir des normes applicables à l'environnement, aux droits de l'homme, à la santé et à la sécurité, et à l'emploi, auprès des entreprises australiennes qui embauchent plus de 100 personnes provenant de pays étrangers.

- [parlinfoweb.aph.gov.au/piweb/view\\_document.aspx?id=874&table=BILLS](http://parlinfoweb.aph.gov.au/piweb/view_document.aspx?id=874&table=BILLS)

## BELGIQUE

### Divulgarion des fonds de pension

En 2001, le conseil des ministres belge a institué une réglementation similaire à celle de la Grande Bretagne sur les exigences de la divulgation des fonds de pension. La réglementation requière que les compagnies révèlent l'intégration de leurs éthiques, de leurs performances environnementales et sociales dans la pratique du choix de leurs investissements, et dans ce cas, de quelle manière elles procèdent.

- [europa.eu.int/comm/employment\\_social/soc-dial/csr/country/belgium.htm](http://europa.eu.int/comm/employment_social/soc-dial/csr/country/belgium.htm)

### Loi sur l'étiquette sociale

Cette loi, adoptée par le Parlement belge en février 2002, est la première de ce genre dans le monde. Son but est de permettre aux compagnies domestiques et étrangères de déposer la demande d'une étiquette sociale certifiant que le produit a été fabriqué en accord avec les huit conventions essentielles de l'organisation internationale du travail (OIT), lesquelles régissent la liberté d'association et le droit à la négociation collective, l'abolition du travail obligatoire, l'élimination du travail des enfants, et l'égalité des chances sur le lieu du travail. L'Italie et le Danemark effectuent un avant-projet de législation similaire, et le Parlement européen manifeste un intérêt à s'aligner dans ce sens.

## DANEMARK

En 1994, le Ministère des affaires sociales danoises a lancé la campagne "Notre intérêt commun", ayant pour objectif d'inclure la responsabilité sociale des entreprises dans l'ordre du jour du commerce danois. La campagne a couvert diverses initiatives, incluant les points suivants:

### Le centre de Copenhague

Au début de 1997, un nombre de départements du gouvernement a collaboré à l'établissement du Centre de Copenhague afin de promouvoir les associations bénévoles auprès du commerce, du gouvernement et de la société civile. Le Centre de Copenhague travaille sur les activités liées à la RSE, tels que le dialogue inter-sectoriel et le changement dans la structure de l'organisation.

- [www.copenhagencentre.org](http://www.copenhagencentre.org)

## EUROPE

Le Parlement européen et la Commission européenne travaillent à développer des politiques destinées à stimuler la responsabilité sociale des entreprises à travers l'Union européenne.

### Green Paper on CSR

La commission européenne Green Paper (juillet 2001) a avancé les structures d'un cadre européen pour la responsabilité sociale des entreprises.

- [europa.eu.int/comm/employment\\_social/soc-dial/csr/greenpaper.htm](http://europa.eu.int/comm/employment_social/soc-dial/csr/greenpaper.htm)

### Commission européenne de communication sur la RSE (White Paper)

Il s'agit d'une déclaration de principe de la Communauté européenne s'intitulant Communication européenne sur la responsabilité sociale des entreprises: Une contribution commerciale pour un développement durable.

- [europa.eu.int/comm/employment\\_social/soc-dial/csr/csr\\_index.htm](http://europa.eu.int/comm/employment_social/soc-dial/csr/csr_index.htm)

### Campagne commerciale européenne pour une responsabilité sociale des entreprises

L'union de la Caisse d'aide sociale européenne, la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE), le Centre de

Copenhague, le forum international des dirigeants commerciaux du Prince de Galles et d'autres partenaires se sont mis ensemble pour lancer une campagne importante afin de promouvoir la responsabilité sociale des entreprises.

- [www.csrcampaign.org](http://www.csrcampaign.org)

#### **Académie européenne du commerce et de la société**

Un autre aspect de la campagne sur la responsabilité sociale des entreprises européennes (RSE) consiste à établir une Académie européenne du commerce et de la société.

- [www.csreurope.org/whatwedo/EuropeanAcademy\\_page460.aspx](http://www.csreurope.org/whatwedo/EuropeanAcademy_page460.aspx)

### **FRANCE**

#### **Rapport obligatoire sur les ressources renouvelables**

Depuis mai 2001, la France est devenue le premier pays à exiger auprès des compagnies publiquement listées qu'elles décrivent dans leurs rapports annuels les répercussions sociales et environnementales dues à leurs activités.

#### **Centre français d'études sur la responsabilité sociétale des entreprises**

L'observatoire sur la responsabilité sociétale des entreprises (ORSE), mis en place en 2000, est un centre d'étude pour la responsabilité sociétale des entreprises et des investissements socialement responsables.

- [www.orse.org/gb/home/index.html](http://www.orse.org/gb/home/index.html)

### **ALLEMAGNE**

#### **Table ronde sur les codes de conduite**

Une table ronde allemande pluripartite sur les codes de conduite a réuni des représentants du gouvernement, du secteur privé, des syndicats et des organisations non- gouvernementales, pour améliorer l'implantation de normes de travail dans les pays en voie de développement grâce aux codes de conduite.

- [www.coc-runder-tisch.de/index2\\_engl.htm](http://www.coc-runder-tisch.de/index2_engl.htm)

#### **Divulgarion des fonds de pension**

Le gouvernement allemand a récemment adopté une législation requérant un rapport sur les critères sociaux et environnementaux dus à l'utilisation des fonds de pension dans le choix de leurs investissements.

### **AFRIQUE DU SUD**

#### **Bourse de Johannesburg**

La Bourse de Johannesburg a récemment inclus les normes du RSE dans la liste de ses exigences.

### **SUÈDE**

#### **Association suédoise pour la responsabilité globale**

Lancé en mars 2002, ce groupe de ministres du gouvernement a encouragé les compagnies suédoises à prendre la RSE globalement, en y incluant le soutien des lignes directrices de l'OCDE et de la convention globale des NU.

- [utrikes.regeringen.se/inenglish/policy/global\\_responsibility/index.htm](http://utrikes.regeringen.se/inenglish/policy/global_responsibility/index.htm)

### **ROYAUME-UNI**

### **Divulgence des fonds de pension du Royaume-Uni**

Le gouvernement britannique demande aux administrateurs des pensions du Royaume-Uni de divulguer la façon dont ils prennent en compte les facteurs sociaux, environnementaux et éthiques dans le choix de leurs investissements. Les réglementations des Caisses de retraite complémentaire [investissement] ont été mises en place le 3 juillet 2000.

- [www.hmso.gov.uk/sr/sr1996/Nisr\\_19960584\\_en\\_1.htm](http://www.hmso.gov.uk/sr/sr1996/Nisr_19960584_en_1.htm)

### **Révision de la loi sur les compagnies du Royaume-Uni**

Le gouvernement du Royaume-Uni a également revu la loi sur les compagnies en relation avec les objectifs du RSE. En 2001, il a lancé une révision indépendante publiée en juillet, et qui incluait des propositions devant améliorer la responsabilité et la transparence des entreprises.

- [www.dti.gov.uk/cld/review.htm](http://www.dti.gov.uk/cld/review.htm)
- [www.dti.gov.uk/companiesbill](http://www.dti.gov.uk/companiesbill)

### **Projet de loi du Royaume-Uni sur la responsabilité des entreprises**

À l'origine, le projet de loi du Royaume-Uni sur la responsabilité des entreprises a été présenté à la Chambre des communes par les députés "d'arrière banc" du Travail, en juin 2003. Ce projet de loi couvre les exigences des rapports, les devoirs et les responsabilités élargis des directeurs afin de s'assurer de leur soumission.

- [www.parliament.the-stationery-office.co.uk/pa/cm200102/cmbills/145/2002145.htm](http://www.parliament.the-stationery-office.co.uk/pa/cm200102/cmbills/145/2002145.htm)

### **Ministère pour la responsabilité sociétale des entreprises**

En 2000, la promotion du RSE est devenue une stratégie de politique officielle du gouvernement du Royaume-Uni. Le Premier ministre Tony Blair a nommé un ministre en charge de la responsabilité sociétale des entreprises au sein du département du commerce et de l'industrie, afin de mettre l'emphase sur une stratégie et une direction concernant les questions de la RSE à travers tous les départements du gouvernement du Royaume-Uni.

- [www.societyandbusiness.gov.uk](http://www.societyandbusiness.gov.uk)

## **ÉTATS UNIS**

### **Loi sur les pratiques de corruption étrangères**

En 1997, le gouvernement des États-Unis a adopté la loi sur les pratiques de corruption étrangères, qui a pour objet de réglementer, pour les compagnies américaines, la corruption pouvant sévir dans les opérations effectuées à l'étranger.

- [www.usdoj.gov/criminal/fraud/fcpa.html](http://www.usdoj.gov/criminal/fraud/fcpa.html)

### **Loi Sarbanes-Oxley**

Votée en 2002 par le gouvernement des États-Unis, la loi Sarbanes-Oxley légifère sur les règlements de la gestion des entreprises, la divulgation de leurs états financiers et leurs comptabilités.

- [www.sarbanes-oxley.com/pcaob.php?level=1&pub\\_id=Sarbanes-Oxley](http://www.sarbanes-oxley.com/pcaob.php?level=1&pub_id=Sarbanes-Oxley)

## Initiatives nationales et internationales récentes liées à la RSE

Un nombre d'organisations nationales et internationales de normes ont développé (ou travaillent sur ce sujet) des normes nationales et internationales pour la responsabilité sociale des entreprises ou sur les ressources renouvelables reliées à la pratique commerciale. Le rapport sur l'avantage et la faisabilité de l'organisation internationale des normes (ISO) pour les normes de responsabilité sociale des entreprises, rédigé par un groupe de travail d'une organisation de normes internationales, contient une liste choisie d'initiatives provenant d'organisations de normes reconnues.

- [www.standard.no/acrobat/Final%20report%20CSR.pdf](http://www.standard.no/acrobat/Final%20report%20CSR.pdf)

### **Le sommaire des initiatives des normes suivantes est inclus dans le rapport:**

- Institution des normes Britanniques: Direction de la santé et division de l'évaluation de la sécurité (Occupational Health and Safety Assessment Series)
- Institution des normes d'Israël: Responsabilité sociale et participation communautaire
- Bureau de normalisation du Québec (BNQ): Responsabilité sociétale des entreprises
- Institution des normes britanniques, projet SIGMA
- Bureau de l'association pour l'éthique: Système de management des normes pour la conduite du commerce proposé l'organisation internationale des normes (ISO)
- Organisation des normes espagnoles: Avant-projet de normes sur les instruments d'éthique financière et un système de management des éthiques
- Association française pour la standardisation: Développement lié à la RSE

### **Comptabilité internationale émergente, lignes directrices des rapports et normes de la RSE**

L'un des récents développements les plus significatifs réside dans l'émergence d'un contrôle international reconnu, d'une comptabilité et de lignes directrices des rapports et des normes de conduite de la RSE.

- Global Reporting Initiative (GRI) pour les lignes directrices des rapports sur les ressources renouvelables ([www.globalreporting.org](http://www.globalreporting.org)).
- AccountAbility: normes d'assurance AA-1000 et AA-1000S ([www.accountability.org.uk](http://www.accountability.org.uk)).
- La convention globale, initiée par le secrétaire général des Nations Unies ([www.unglobalcompact.org](http://www.unglobalcompact.org)).
- L'avant-projet des normes des Nations Unies ([www1.umn.edu/humanrts/links/norms-Aug2003.html](http://www1.umn.edu/humanrts/links/norms-Aug2003.html)).
- Les lignes directrices de l'OCDE pour les entreprises multinationales: ([www.oecd.org/daf/investment/guidelines](http://www.oecd.org/daf/investment/guidelines)).